

ABONNEMENT.
Saumur :
Un an 30 fr.
Six mois 16
Trois mois 8
Paris :
Un an 25 fr.
Six mois 13
Trois mois 7
On s'abonne :
à Saumur,
chez tous les Libraires ;
à Paris,
chez DONGRE et BULLIER,
Place de la Bourse, 33 ;
A. EWIG,
Rue Talbot, 10.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS
Annonces, la ligne . . . 50 c.
Réclames 30
Faits divers 75
RÉSERVES SONT FAITES
Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sans restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.
Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.
Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne :
à PARIS,
chez MM. HAVAS-LAFFITE et Co,
Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le lundi excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 25 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

17 Juillet 1877.

QU'EST-CE QUE LE RADICALISME ?

En politique, on s'habitue trop aisément à se servir de mots sans en connaître le sens exact. Les noms les plus clairs, peut-être par suite de l'abus qu'on en fait, perdent souvent leur signification et leur valeur. C'est ainsi que, pendant la longue discussion parlementaire qui a précédé la dissolution de la Chambre, nous avons entendu défendre le radicalisme par ceux-là mêmes qui, intéressés alors à en cacher les dangers, devaient égarer la discussion sous des artifices et des subtilités de rhéteur.

De telle sorte qu'après avoir écouté des discours de trois heures, après avoir lu les treize colonnes du Journal officiel, il est permis de se demander encore ce que c'est au juste que le radicalisme.

Nous emprunterons à un écrivain compétent l'explication de ce néologisme.

La réponse à la question est toute simple ; elle est courte et significative :

« Le radicalisme, c'est la doctrine de ceux qui estiment qu'il n'y a point de République possible en dehors de celle que la démocratie veut établir sur DE LARGES ET PROFONDES RÉFORMES DANS TOUTES LES BRANCHES DE l'Administration publique, instruction nationale, finances, armée, magistrature, diplomatie, institutions de crédit, affaires ecclésiastiques, etc., etc. »

Voilà la définition du radicalisme telle que l'a donnée la République française du 5 mai 1873. Nous citons nos auteurs.

Ainsi, dans ces quelques lignes, le journal de M. Gambetta avoue que la politique radicale, c'est la réforme « large et profonde », c'est le bouleversement de toutes les branches de l'administration publique :

- 1° L'instruction publique ;

- 2° Les finances ;
- 3° L'armée ;
- 4° La magistrature ;
- 5° La diplomatie ;
- 6° Les institutions de crédit ;
- 7° Les affaires ecclésiastiques.

Etc., etc.

Tout est à réformer, « largement, profondément ». Tout est à refaire.

Et le chef du parti radical avait lui-même complété cette définition, en recevant en 1869 le mandat impératif des électeurs de Belleville. Nous trouvons, en effet, dans ce document que l'on ne saurait trop étudier, — bien que M. Gambetta n'ait jamais voulu nous dire s'il le connaissait toujours, — nous trouvons l'explication du sens de ces « réformes larges et profondes » plusieurs des institutions désignées par la République française.

4° Et d'abord en ce qui concerne l'instruction publique. Le programme de Belleville nous l'a dit, il faut chasser le prêtre de l'école, le prêtre et la religieuse, et avec eux l'instituteur laïque qui voudra parler de Dieu à ses élèves ; l'enseignement doit être athée. Mais ce n'est pas assez encore, et, au nom de la liberté, il faudra forcer le père de famille à envoyer son fils à ces écoles ; il faudra violer l'autorité la plus sacrée, celle du père sur ses enfants : l'instruction primaire doit être « laïque, gratuite et obligatoire ».

2° Passons aux finances. Le programme de Belleville ne s'explique pas précisément sur cette question. On en conçoit la raison. En pareille matière, il est plus facile de désorganiser un système financier que d'en édifier un autre. Le mandat « de la démocratie radicale » impose seulement « la suppression des octrois et la suppression des gros traitements et des cumuls », et, pour le surplus, « la modification de notre système d'impôts ». MM. Gambetta et Ordinaire seraient chargés de tirer de cette mise en demeure le meilleur parti possible, mais probablement dans le sens d'un impôt unique sur le capital ou sur le revenu. Ce serait la liquidation sociale.

3° Après les finances l'armée. Là-dessus au moins le programme est très-net : il réclame « la suppression des armées permanentes, cause de ruine pour les finances » et les affaires de la nation... » C'est formel. Il est inutile d'ajouter que le remplacement des armées permanentes aurait lieu par la « nation armée », c'est-à-dire par la garde nationale, dont on connaît l'utilité en présence de l'étranger, et devant l'insurrection.

4° Quant aux magistrats et aux diplomates, ils seraient soumis à l'élection, avec « tous les fonctionnaires publics ».

6° Les institutions de crédit seraient aussi bouleversées. Mais ici encore le programme de Belleville ne s'exprime qu'avec réserve ; il en dit assez cependant pour indiquer ce que le radicalisme compte faire : il tenterait « les réformes économiques qui touchent au problème social dont la solution, quoique subordonnée à la transformation politique, doit être constamment étudiée et recherchée au nom du principe de justice » et d'égalité sociales.

7° Enfin, quant aux affaires ecclésiastiques, il suffit de se rappeler l'attitude de M. Gambetta vis-à-vis de « la lèpre dévorante du clergé » pour concevoir les dispositions du radicalisme à l'égard de l'Eglise. Mais le programme de Belleville est d'ailleurs aussi net que possible, il réfute énergiquement cette distinction opportuniste entre « le cléricalisme » et la religion. Pour le radicalisme, il n'y a pas de distinction entre le cléricalisme et l'Eglise, il n'y en a pas même entre le cléricalisme et les églises. « Un journal nous le disait il y a deux mois : « Toute religion spiritualiste est un mal qu'il faut détruire. » Le radicalisme commencerait donc par « la suppression du budget des cultes et la séparation des Eglises et de l'Etat ».

Nous laissons à dessein les deux etc., etc., qui terminent la définition du radicalisme donnée par la République française. On pourrait y voir cependant encore bien des « réformes larges et profondes », bien des mesures, parmi lesquelles le retour des insurgés non

repentis, « l'amnistie pleine et entière » et l'autonomie des communes seraient sans doute les premières appliquées.

Mais nous voulons nous en tenir exclusivement aux explications du journal de M. Gambetta. Cela suffit.

Et maintenant, que penser des hommes qui avaient en horreur les théories de la Commune en 1874, et que le radicalisme n'effraye point ? Pourraient-ils nous dire où est la différence entre les doctrines du radicalisme et celles de la Commune ?

Que demandait la Commune, sinon l'athéisme et l'obligation de l'instruction publique, l'impôt proportionnel sur le revenu, l'abolition des armées permanentes et leur remplacement par la nation armée, par la garde nationale ? sinon l'élection des magistrats et des fonctionnaires ? sinon la séparation de l'Eglise et de l'Etat ?

Qu'on nous dise où est la différence...

Tout la faute des condamnés de la Nouvelle-Calédonie serait-elle donc d'avoir défendu, les armes à la main, les vrais principes du radicalisme, pendant que le député de Belleville attendait à Saint-Sébastien que le sort des armes désignât vainqueurs et vaincus ? Car il faut bien en convenir, pour les radicaux sincères, les insurgés de 1874, ceux que nous avons le droit d'appeler, nous, des criminels, ne doivent plus être que des vaincus malheureux. Mais non ; ils avaient cru, ces gens-là, que l'heure était venue de revendiquer le programme du radicalisme et de l'imposer à tout prix ; ils se sont trompés : alors ce sont des insurgés.

Leurs doctrines, leurs théories, sont celles du programme de Belleville ; seulement, quand il s'agit de M. Gambetta, président de la commission du budget, chef suprême de la gauche et patron des 363, ces doctrines s'appellent : « le radicalisme », et, quand il s'agit des insensés qui ont été victimes des utopies radicales, ces rêves se nomment : « la hideuse Commune !... »

Au fond, c'est absolument la même chose.

Feuilleton de l'Écho Saumurois.

DAISY LA VAILLANTE.

Ce n'était pas une chaumière. Ce nom eût été trop beau pour la demeure de James O'Brien, misérable cabane dont les murailles dégradées, le toit défoncé, la petite baie rompue, faisaient tache sur la pente veloutée de la verte colline. Une chaumière est le riant asile du travail, c'est le toit de chaume brodé de mousses et de fleurs ; ce sont les murs où la paille, la terre, le bois, la pierre et le mortier s'unissent pour protéger le robuste paysan, la florissante famille, son rustique et reluisant ménage. La céramique et le rosier en ornent la porte basse, les étroites croisées de guirlandes élémentaires, variées comme celles qui naissent sous le ciseau du sculpteur ; et les colonnes, les arcs-boutants, le cerisier, le pommier, le tilleul et l'orme élancés à l'encontre de la pente, égalent en beauté les plus riches por-

Non ; ne décidez point du nom de chaumière, ne comparez à rien de riant et d'agréable cette triste hutte où vos regards ne trouveraient en ce moment que le silence, les ténèbres, la misère et la mort.

A peine couvert de vêtements en lambeaux, James O'Brien, assis sur un banc de tourbe, unique siège de cette ruine, veille sans voir. La vacillante flamme de sa dernière chandelle de jonc vient de mourir à ses pieds.

James songe à cette clarté évanouie. Ainsi se sont éclipsés successivement joie, repos, bien-être, espérances, affections... et la dernière lueur aussi en frissonne et va s'éteindre !

A quelques pas de lui, dans l'ombre, git une pauvre femme dont la poitrine haletante laisse échapper un râle entrecoupé : c'est la femme de James expirante entre les bras de leur fille Daisy, leur unique enfant.

Pendant cette agonie, la mémoire de James remontait une échelle de douleur.

James avait à peine un an lorsqu'il avait perdu son père, brave et courageux pêcheur noyé en mer par accident.

Sa mère, Molly, dans le dénûment où cette mort l'avait laissée, crut ne pouvoir mieux faire que de servir son fils et de le confier à une vieille tante qui vivait au jour le jour, dans la petite ville de Baunow, d'un commerce de gants et de menuiserie.

Molly se présenta alors au château de Dumbar-ton, où l'on cherchait une nourrice pour le futur héritier d'un riche propriétaire.

La jeune veuve fut agréée, et quatre ans après, en récompense de ses soins, elle régissait, à titre de fermière, le petit domaine de Greenhill, payait une rente modique et jouissait d'un bail de trente ans.

Était-elle active, était-elle agissante, Molly O'Brien !

Seule elle eût donné le mouvement à la plus grosse ferme d'un riche comté anglais, et elle n'avait à gouverner qu'un étroit domaine, une petite grangerie irlandaise.

Elle veillait sur tout, prévoyait tout, paraît à tout.

Son foin était coupé, rentré avant la pluie ; jamais la nielle n'avait attaqué son blé dans les champs ; jamais, dans la grange, la pullulante famille du charénon ne dévora son grain ; jamais pomme de terre oubliée ne devint la pâture des vers ou ne germa dans le cellier.

Ses canards étaient les plus gras du canton ; ses œufs, plus gros que ceux que vendaient les autres fermiers, passaient pour avoir meilleur goût ; enfin ses fromages eurent la renommée au marché de Kenny jusqu'au temps où tout commença à changer et à dépérir dans la petite ferme de Greenhill, si bien gouvernée pendant plus d'un quart de

siècle par l'active Molly.

Dès l'origine de cette prospérité, Molly avait songé à rappeler son fils James. Mais il était aimé, choyé, gâté chez la grand'tante, qui montrait beaucoup de répugnance à s'en séparer.

D'ailleurs, à la ferme, personne n'aurait eu le temps d'amuser un marmot.

Quel mal y avait-il à le laisser grandir à la ville où il se portait bien et où il apprenait toutes sortes de belles choses dont on n'avait pas l'idée aux champs ?

On lui enseigna à lire, à écrire, à chiffrer, sciences rares en Irlande. Enfin, jugé digne d'être enfant de chœur, à douze ans il chantait au lutrin.

Qui empêchait d'ailleurs qu'il ne devint savant ? N'avait-il pas plus d'esprit que tous les garçons de son âge ?

Le temps coula donc, et James, sans cultiver la vigueur de ses membres par le travail, sans retremper dans la souffrance et les privations l'énergie de son âme, devenait de plus en plus citadin.

Il ne demandait pas mieux que de passer à Greenhill le temps des foin et des moissons pour folâtrer et manger sa part de galette.

Il courait alors la campagne, imitant sur des sifflets de sureau le semillant refrain du pinçon ou la phrase interrompue du merle ; il cherchait dans l'eau cristalline du ruisseau l'écrevisse ca-

Chronique générale.

On sait que les 363 — qui ne sont plus que 350 — radicaux de l'ancienne Assemblée se présentent tous, au même titre, aux suffrages des électeurs. Ils l'ont dit et répété dans leurs manifestes : tous sont solidaires les uns des autres, tous se donnent la main devant le pays, tous sollicitent la confiance et le mandat de leurs concitoyens au même titre.

Les anciens députés du centre gauche vont donc faire campagne avec les amis de M. Ordinaire.

Le groupe républicain, dont M. Casimir Périer disait qu'il voulait la République précisément pour se séparer des énergumènes et faire la guerre au radicalisme, ce groupe, prétendu modéré, va se présenter au même titre que M. Ordinaire !

M. Thiers, après avoir proclamé solennellement à la tribune qu'il n'est d'accord avec les républicains ni sur l'impôt, ni sur l'armée, ni sur l'instruction publique, ni sur les rapports de l'Église et de l'État, ni sur quoi que ce soit, M. Thiers va se présenter au même titre que les amis de M. Ordinaire qui ont incendié sa maison.

M. Léon Renault, l'ancien préfet de police de M. de Broglie, le fonctionnaire qui signalait, dans un rapport célèbre, les dangers pressants du radicalisme, va se présenter, bras dessus, bras dessous, avec les radicaux et au même titre que le citoyen Ordinaire.

Tous ces candidats de la gauche, qui parlent bien haut, dans leurs manifestes et dans leurs professions de foi, de légalité, de droiture, de moralité, vont se présenter au même titre que les complices des tripotages du banquier radical Giraud, au même titre que les agitateurs antipatriotiques qui spéculaient honteusement sur les bruits de guerre, sur la baisse de nos valeurs et sur la ruine publique, au même titre que le pour de l'immaculé Francisque Ordinaire !

Vraiment, c'est un spectacle bien extraordinaire !

Le Français a annoncé en ces lignes le prochain voyage du maréchal de Mac-Mahon :

« M. le maréchal de Mac-Mahon visitera les établissements militaires de Bourges et la ville de Saint-Etienne ; son voyage durera, nous dit-on, du 25 août au 4^{er} septembre. »

Nous croyons savoir que le gouvernement, sur la proposition de différents préfets, recherche en ce moment les moyens légaux de diminuer le trop grand nombre d'électeurs abstentionnistes, et de les obliger de faire acte de citoyen le jour du vote des élections générales.

On nous informe que les membres du parti républicain, appartenant au conseil

chêe sous les cailloux polis ; ou, presque effrayé, reculait sur la grève à l'aspect de quelque gigantesque langouste ou d'un crabe à la marche bizarre.

Mais il n'avait garde de toucher à la houe, à la bêche ; encore moins aux grandes faux.

Les grossiers instruments de travail écorchaient ses mains blanches et molles, et s'étant avisé une fois de manier une faucille, il se fit une entaille qui lui ôta désormais toute envie d'éprouver son adresse.

Molly O'Brien aurait dû s'inquiéter de voir son fils arriver à l'âge d'homme sans que lui-même ni qui que ce fût eût songé à lui créer des devoirs, à lui ouvrir une carrière. Mais James n'avait pas de père, et la bonne fermière s'était accoutumée à ne rien voir hors des limites de ses champs ; ils bornaient son horizon.

L'avenir, c'était la semence après le labour, la récolte après le binage.

Les détails de la petite métairie absorbaient tout le temps, toutes les pensées de la fermière.

James continuait à demeurer à Baunow, et la veuve ne voyait rien par-delà Greenhill, où tout prospérait sous son oeil.

Ce fut bien autre chose, hélas ! lorsque la vieille tante mourut.

James revint chez sa mère, enfant grandi, sans vices, avec d'excellentes inclinations, mais sans

municipal de Paris, ont décidé qu'ils adresseraient un manifeste aux électeurs parisiens au moment de l'ouverture de la période électorale.

Samedi, à neuf heures, une messe a été dite à Saint-Germain-des-Près en l'honneur de la Saint-Henri. Une foule nombreuse et recueillie y assistait, parmi laquelle on remarquait un grand nombre de notabilités du parti légitimiste : MM. Mayol de Lupé, de la Bouillerie, de Beaucourt, le général de Algarra, etc.

Nous apprenons la mort de Laferrière, l'artiste dramatique si connu par son éternelle jeunesse. Il est mort dimanche, à neuf heures du matin, muni des sacrements de l'Église, des suites d'un refroidissement qu'il avait pris il y a quatre jours et d'une maladie de cœur dont il était atteint depuis longtemps.

Laferrière était dans sa soixante-douzième année. Outre sa longue et brillante carrière dramatique, il s'était essayé dans la carrière littéraire ; il laisse des Mémoires dont une partie a déjà paru.

REVUE DES JOURNAUX.

Le Journal des Débats signale la docilité du ministère pour les intérêts bonapartistes et prétend, contrairement aux affirmations du Moniteur universel, que M. Rouher a eu des entrevues avec les ministres et a discuté avec eux les candidatures officielles.

La République française, considérant comme probable l'ajournement des élections au 14 octobre, attribue ce retard à l'impossibilité où le gouvernement se trouverait encore d'engager la campagne électorale. Elle s'empare de la lettre de M. de Francieu d'abord pour constater le marché de dupe qu'ont fait les royalistes en participant à la coalition du 46 mai, et ensuite pour s'associer aux reproches qu'elle adresse au cabinet au sujet de sa partialité pour les bonapartistes.

Le XIX^{ème} Siècle commente la lettre de M. de Francieu et se flatte de voir les légitimistes se détacher.

Le Courrier de France espère que le duc Decazes, à raison de l'épouvantable responsabilité qu'il assumerait comme ministre des affaires étrangères si les élections étaient fixées au 14 octobre, réclamera la fixation d'une date plus rapprochée.

Le Soir, répondant à la question posée hier par le Journal des Débats, déclare que les élections qui vont avoir lieu ne seront les dernières que si la nouvelle Chambre est assez conservatrice pour marcher d'accord avec le Maréchal et le Sénat.

Paris-Journal dénonce la campagne engagée par la République française contre le Maréchal et le Sénat et ne doute pas qu'elle n'échoue contre le bon sens rustique. Il compte bien d'ailleurs que le gouvernement saura bien empêcher la propagande des 363, conseillés par la feuille de M. Gambetta.

habitudes de travail, sans état, sans vigueur corporelle, sans énergie morale.

Il ramenait avec lui une frêle et gracieuse jeune fille qu'il avait épousée, parce qu'il l'aimait, parce qu'elle était douce et jolie, sans qu'il eût un moment imaginé qu'en se mariant il contractait des devoirs.

Lui et sa gracieuse moitié ne s'inquiétaient non plus des moyens de vivre, d'élever et nourrir leurs enfants, que les couples d'oiseaux gazouilleurs dont le vent berce les petits, que le sein de la mère suffit à réchauffer, et auxquels les essaims de mouches, tournoyant dans l'air, apportent une pâture suffisante.

La fermière n'avait pas vu ce mariage avec plaisir. Elle grommela d'abord ; mais la bru était avenante et docile, et Molly s'apaisa bientôt.

Ce ne fut que lorsqu'elle voulut mettre tout de bon ses enfants au travail que la colère s'amassa en elle.

Avec la meilleure volonté du monde, le jeune couple faisait bévée sur bévée : celui qui a appris à vouloir et à lutter, sait beaucoup de choses ; ceux qui ont toujours cédé à l'impulsion ne savent et ne peuvent rien ; tout fléchit en eux.

Le mari et la femme n'apportaient au logis que des bouches de plus à nourrir, et le désordre et la nonchalance rendaient leur séjour à la ferme onéreux de toutes façons.

Le Figaro, à propos de l'affaire Ordinaire et de l'attitude prise à cette occasion par M. Gambetta, conclut que si la République est acceptable en principe, le parti républicain ne saurait l'être, réduit qu'il est à se recruter dans le monde des Ordinaires et C^{ie}. S'autorisant de l'art. 405 du Code pénal, il demande que l'affaire Ordinaire soit évoquée au tribunal, à moins qu'il n'y ait prescription comme pour M. Montpayroux.

Le Gaulois fait remarquer que M. Ordinaire ne lui a pas encore envoyé d'assignation et que M. Gambetta n'a pas répondu à la Gazette de France.

Guerre d'Orient.

Les nouvelles de la guerre sont nulles aujourd'hui. On annonçait avant-hier qu'une grande bataille était engagée vers Plevna entre les Russes et les deux corps d'Osman-Pacha et d'Eyoub-Pacha. Mais en somme on ne sait rien de positif ; et il n'est peut-être question que d'engagements d'avant-poste dont on n'exagère la portée.

Ce qui paraît plus sûr, c'est que la ville de Routschouk est bloquée, du côté de la terre, par l'aile gauche des Russes, et du côté du fleuve par le corps qui campe sur la rive gauche. Il ne reste dans la ville que la garnison : la population a fui au moment du bombardement.

Il est probable que l'armée roumaine, craignant une intervention de l'Autriche, ne passera pas le Danube et se bornera à garder le cours du fleuve sur la rive gauche. Elle servirait ainsi d'arrière-garde aux Russes.

Il y a un temps d'arrêt dans les opérations militaires, soit parce que des deux côtés on attend des renforts, soit parce que les Russes veulent établir à Sistova de grands approvisionnements avant de marcher à l'ennemi. Mais on ne peut se dissimuler que l'heure des grands événements approche. Les deux armées sont trop près l'une de l'autre pour qu'un choc prochain n'ait pas lieu.

D'ailleurs, sur les derrières des Turcs se préparent peut-être des diversions. Le gouvernement grec, dont on ne parlait plus depuis quelque temps, vient d'appeler sous les armes une réserve de dix mille hommes de la garde mobile. Cette mesure indique des intentions belliqueuses. D'un autre côté, le Monténégro qui s'est vite remis de ses dernières luttes, vient de rentrer en campagne. Profitant du départ de Suleiman-Pacha, Peko-Pekovich, à la tête de son corps d'armée, a franchi la Tara le 11 juillet, et, après quelques heures de combat, a occupé six villages du district de Focia. Le prince Nikita le suivra, sans doute, avec le reste de ses troupes ; et alors l'Albanie est menacée d'une invasion.

La prise de Ternova a été, disent certaines correspondances, un événement aussi important que le passage du Danube, parce que les Russes ont coupé la Bulgarie en deux, et que, dans cette position, ils ont une

La bonne femme, qui avait cru pouvoir se passer d'un valet et d'une servante, aurait eu grand besoin d'augmenter son domestique pour parer aux balourdises de son fils et de sa bru.

L'humeur, les mésintelligences, les sènes vinrent bientôt, et tout alla de mal en pis.

La naissance d'une petite fille fit cependant quelque diversion.

Le jour où l'enfant vint au monde, toutes ces fleurs radiées qu'on appelle easter daisies (marguerites de Pâques), par une belle matinée de printemps, ouvraient leurs calices étoilés et blanchissaient la campagne.

La petite fleurlette qui venait d'éclorre à Greenhill fut nommée Daisy, comme ses sœurs de la prairie, et sa venue en ce monde réjouit le cœur de sa grand-mère plus que ses foins en fleurs ne réjouissaient ses yeux.

Il y eut une trêve aux querelles, aux reproches. N'est-ce pas près d'un berceau que les peuplades sauvages fument le calumet de paix ?

Mais ce calme ne fut pas de longue durée ; l'irritation et le mécontentement de la fermière s'accrurent plus tard, à raison même de l'affection qu'elle portait à la frêle créature qu'elle avait reçue dans ses bras.

Pour éloigner de cette tête chérie l'avenir de misère qu'elle prévoyait, la vieille Molly redoubla d'activité, de travail, d'efforts, de colère ; elle ne

excellente base d'opérations pour l'attaque des Balkans.

Il est donc à croire qu'ils s'y fortifieront et qu'ils ne céderont pas facilement la ville, si les Turcs essaient de l'attaquer.

Ce qui a donné naissance au bruit qui a couru de la mort de Rédif-Pacha, c'est que ce ministre de la guerre, en arrivant au camp avec ce dernier, il a reproché au généralissime ottoman son inaction au moment du passage du Danube par les Russes. Il est de confiance incompréhensible, n'a jamais cru ce passage possible et n'a rien fait pour l'empêcher. Il a laissé massacrer sans secours les quelques mille hommes qui gardaient Sistova.

La Kölnisch-Zeitung annonce que Mahmoud-Pacha aurait été envoyé au camp avec conseil de guerre.

Le fait est possible, mais la nouvelle du journal allemand mérite confirmation.

En Asie, il paraît certain que l'armée russe a pris position à l'est de Kars, où elle attend l'ennemi. Loris Melikoff a concentré ses forces pour faire face à Moukhtar-Pacha, et lorsqu'il aura reçu les renforts qui lui viennent du Caucase, il pourra reprendre l'offensive.

Bucharest, 16 juillet.

Une grande bataille a commencé hier soir sur le Danube. Les batteries russes de Turn-Magurelli ont bombardé vigoureusement Nicopoli, pendant qu'à la faveur de la nuit un corps d'armée passait le fleuve et attaquait les Turcs dans leurs retranchements.

La lutte, suspendue pendant une partie de la nuit, a recommencé au point du jour. A sept heures, ce matin, les Russes, victorieux, sont entrés dans Nicopoli.

Constantinople, 16 juillet.

Les Russes occupent Yoni-Saghra, station de la ligne de chemin de fer d'Andrinople à Iamboli. Ils auraient franchi les Balkans vers les Portes-de-Fer.

Réouf-Pacha, commandant de l'armée d'Andrinople, se dispose à les attaquer.

On signale de nombreux excès commis contre les Musulmans, principalement par les Bulgares, auxquels les Russes distribuent des armes. Les Russes forment des bataillons bulgares.

La Gazette de Cologne publie les dépêches suivantes :

Vienne, 15 juillet.

Le général Klapka, qui est arrivé de Constantinople à Vienne, s'est entretenu hier avec Aleko-Pacha, et aujourd'hui, dans l'après-midi, avec le comte d'Andrassy. Ce matin, il a eu un long entretien avec lui.

Le général Klapka considère comme impossible que la Russie vienne complètement à bout de la Turquie ; alors même que la Turquie ne pourrait soutenir la lutte en Europe, la guerre serait poursuivie jusqu'à complet épuisement. En ce cas, il serait possible

consulta plus ni ses forces, ni la prudence ; elle peu de temps elle mourut d'épuisement et de douleur.

Depuis ce jour fatal, le désordre, auquel la bonne femme opposait une digue insuffisante, alla croissant. On négligea les travaux multiples de la ferme, tout alla à l'abandon.

Le bail finit ; et James, en arrière d'une année de rente, fut impitoyablement dépouillé et mis à la porte par un middleman, agent d'affaires qui, en Irlande, sert d'intermédiaire entre le possesseur et le travailleur.

Depuis ce moment, le malheureux fermier n'avait trouvé d'asile, avec sa femme malade et sa fille, à peine âgée de quatorze ans, que sous un toit délabré qu'on ne lui avait laissé que parce qu'il ne valait pas les frais d'une saisie.

Or, c'est un mauvais médecin que le dévouement : la mère de Daisy avait faiblement lutté contre le mal qui avait emporté la bonne Molly ; après quelques mois, ses souffrances étaient déjà presqu'à leur fin.

(La suite au prochain numéro.)

